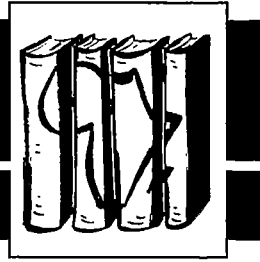


# la revue des livres



Chronique bibliographique sous la responsabilité de Patrick Quantin avec la collaboration de Jean-Claude Barbier, Boubacar Barry, Robert Buijtenhuijs, Jean-Pierre Chrétien, Jean-Pascal Daloz, Dominique Darbon, Ingolf Diener, Patrice Galand, Jean-Pierre Pabanel, Alain Ricard.

HARNEIT-SIEVERS (Axel) — **Namibia : Wahlen zu Verfassungsgebenden Versammlung 1989 : Analyse und Dokumentation.** — Hamburg, Deutsches Institut für Afrika-Forschung, 1990, 278 p.

ANSPRENGER (Franz) — **Freie Wahlen in Namibia. Der Übergang zur staatlichen Unabhängigkeit,** Frankfurt/Main-Bern : New York, Paris, Peser Lang, 1991, 156 p.

FRITZ (Jean-Claude) — **La Namibie indépendante : Les coûts d'une décolonisation retardée.** — Paris, L'Harmattan, 1991, 284 p.

La Namibie n'a cessé d'être le théâtre d'innovations politiques majeures, depuis le mandat C conféré par la SDN à « Sa Majesté Britannique pour être exercé par le gouvernement de l'Union sud-africaine » (1920) jusqu'au rôle éminent et inédit de l'ONU dans la transition du pays vers l'indépendance (1989/1990) qui a d'ores et déjà servi de référence (Cambodge, Sahara Occidental), en passant par la formule néo-apartheid expérimentée par Pretoria d'abord dans sa colonie, depuis 1977. Est-ce que la Namibie indépendante, dotée d'une constitution démocratique exemplaire et d'un potentiel économique

solide, saura, en cette fin de siècle, inaugurer une dynamique africaine où développement et démocratisation iraient se renforçant ? Tant que pèsent les incognues du contexte régional — démocratisation en Angola, gestation d'une Afrique du Sud post-apartheid —, une telle hypothèse optimiste ne peut prendre consistance. Quant aux facteurs namibiens internes, trois livres récents balisent le terrain.

Axel Harneit-Sievers, auteur de l'une des très rares études bien documentées sur la Swapo, a présenté, dès mars 1990, un recueil de documents indispensables pour saisir en détail les tenants et aboutissants de l'élection namibienne de novembre 1989, pièce maîtresse du processus onusien pour la transition à l'indépendance. Après 40 pages serrées d'une introduction circonstanciée, on peut consulter : les manifestes des sept partis siégeant à l'Assemblée constituante devenue Assemblée nationale, une sélection de tracts, discours, affiches et coupures de presse ponctuant la campagne électorale ; le code de conduite qu'ont conclu les partis en lice sous l'impulsion de l'UNTAG (le dispositif onusien pour garantir une élection libre et équitable), et un fac-similé du bulletin de vote ;

quatre rapports de missions d'observation entre juillet et novembre 1989 ; les commentaires de la presse namibienne après la promulgation des résultats ; un mini-CV des 72 élus ainsi que la constitution adoptée à l'unanimité en février 90.

Franz Ansprenger, doyen des études politiques africaines en Allemagne et auteur, lui aussi, d'une pénétrante analyse de la Swapo, nous présente le film du processus onusien en 22 plans concis. Du feu vert pour l'application de la résolution 435 jusqu'à l'élaboration de la constitution en passant par les événements du 1<sup>er</sup> avril 1989 — les guerrilleros de la Swapo venus pour se faire assigner leur base par l'UNTAG non pas en Angola au nord du 16<sup>e</sup> parallèle mais en Namibie même se font massacrer par les forces —, le rôle des églises, la campagne d'enregistrement des électeurs, les « trous souterrains » dans les camps de réfugiés en Angola où la Swapo en proie à l'espionnage avait fait croupir nombre de ses membres, le climat d'intimidation pendant la campagne électorale..., tout est judicieusement commenté, livré dès juillet 1990.

L'analyse de Ansprenger s'organise autour d'une double interrogation. « Est-ce que la structure interne de la Namibie — économie, société et scène politique — se stabilisera de façon à tendre vers un maximum de capacité d'auto-affirmation, de performance et de mise en valeur des ressources humaines et naturelles du pays ? Et est-ce que la coopération internationale pourra être agencée de manière à limiter au minimum les négligences, les pertes dues aux frictions et l'exploitation ? » (p. 19).

L'affirmation de la démocratie namibienne dépendra avant tout de l'évolution des deux partis majeurs. La DTA, principale force d'opposition, saura-t-elle s'affranchir définitivement des marques de la collaboration avec l'Afrique du Sud de l'apartheid ? Et est-ce que la Swapo, majoritaire et parti de gouvernement, saura apprendre la démocratie interne, ce qui semble plus difficile (p. 139) ? A quand le congrès de la Swapo tant réclamé par les critiques de Nujoma du temps de l'exil ? Et combien de délégués seront vraiment élus

par la base, combien nommés par le sommet ? A suivre.

Les livres français sur la Namibie sont trop rares pour ne pas être salués. Jean-Claude Fritz verse quelques précieuses pièces à ce maigre dossier. Mais il faut les extraire d'une présentation pas toujours méticuleuse dans le détail et d'une prose pas toujours très leste. Quant aux tableaux, il faut les lire à la loupe.

A propos des faiblesses de fabrication : pourquoi l'édition française, « grandes » maisons comprises, répugne-t-elle à munir d'un index ses ouvrages ? A l'âge de l'ordinateur, ce n'est ni sorcier ni coûteux !

S'attachant à évaluer « les coûts d'une décolonisation retardée » d'une décennie, Fritz passe en revue l'évolution du contexte subcontinental et de la scène politique et économique interne, débouchant sur l'analyse du processus de transition vers l'indépendance. Sur le plan institutionnel, on assiste à une mutation de l'apartheid. Libres de circuler, les Namibiens ne sont pas égaux puisque les statuts ethniques spécifiques régissant leurs droits et obligations leur collent à la peau. Au niveau économique, la domination externe tout comme la criante inégalité perdurent, les dépenses de l'État colonial ayant servi surtout à quadriller les populations par une énorme machine militaire et onze pléthoriques gouvernements ethniques (pp. 96-102, 139-141, 176). La nouvelle Namibie hérite même d'une énorme dette, et nombre de mines sont proches de l'épuisement.

Fritz semble s'étonner que ce fût à l'Administrateur général sud-africain de fixer les règles du jeu. On le savait pourtant depuis 1978 (texte de la résolution 435). On perd d'ailleurs le compte précis de ces administrateurs dès le deuxième, D. Hough et W. van Niekerk passant à la trappe. Est-ce vraiment contrainte et forcée que la Swapo, dont on aurait attendu un portrait plus critique, a accepté les « principes de 1982 » ? L'auteur y fait d'ailleurs figurer « des droits pour protéger les droits de tous les individus et groupes » (sic ! p. 245) que le document onusien officiel, non cité, n'atteste pas. Même dis-

crétion concernant les références vérifiables de pronostics électoraux personnels étonnement précis, certes « arbitraires et intuitifs » mais à 2/10 de point près pour la Swapo (57,5 % au lieu de 57,3 %) (p. 237). Chapeau ! En revanche, la présentation du fameux « lien » — retrait des Cubains de l'Angola contre mise en route de la 435 —, est plus floue : « *la France à l'époque où la diplomatie est sous la direction de Claude Cheysson refuse cette politique et suspend sa participation au groupe (1981-1983)* » (pp. 26-27). C'est en décembre 1983 que la France se retira du groupe des cinq puissances occidentales.

La notion-clé de néo-apartheid n'est malheureusement pas dégagée nettement, bien que Fritz démontre bien comment évolue le discours accompagnant les efforts sud-africains pour réunir les conditions d'une solution-maison au conflit namibien (l'émergence d'une « citoyenneté namibienne » prétendument compatible avec les statuts ethniques inégaux (pp. 74-82). Mais passons sur le vague conceptuel, oublions que Peter Kalangula se trouve avec persistance transformé en Kazangula, ou un Reinhard en Reinald.

Retenons plutôt les bonnes analyses sur la répartition géographique des différents groupes de populations. Et espérons que les chercheurs francophones qui se sentent interpellés par la « *lutte du peuple namibien pour sa dignité et son bien-être (qui) n'est malheureusement pas terminée* » (p. 268) daignent faire un effort de clarté. [I.D.]

**KOUDAWO (Fafali) — La formation des cadres africains en Europe de l'Est depuis 1918.** — Paris, L'Harmattan, 1992, 223 p.

« *En Guinée-Bissau, le PAS appliqué à partir de 1987 imposa l'abandon du système socialiste en vigueur depuis l'accès à l'indépendance en 1974, et dont la faillite conduisit le pays aux extrêmes limites de la banqueroute. La libéralisation de l'économie qui s'ensuivit consacra la fin des références verbeuses à l'idéolo-*

*gie marxiste et la liquidation des vestiges de son mode d'organisation. Or, le gouvernement chargé de la mise en œuvre du PAS, était composée à 40 % de ministres et secrétaires d'État ayant fait leurs études dans les pays socialistes, et professant à des degrés divers un attachement au socialisme* » (p. 196). Que reste-t-il de l'œuvre entreprise qui s'efforça, depuis Lénine, d'engendrer des générations de cadres révolutionnaires ? Question d'autant plus intéressante qu'elle semble appartenir désormais définitivement à l'histoire...

Fafali Koudawo entreprend de donner la réponse qui convient : celle de l'historien. Il s'appuie sur des matériaux solides : documentation en russe, en tchèque et même en magyar ; entretiens avec les anciens étudiants et leurs professeurs. S'y ajoute probablement, mais l'auteur reste discret sur ce point, son expérience personnelle. Si la période sensible commence avec les indépendances — l'acte initial pouvant être symboliquement daté du 5 février 1960 avec la résolution du gouvernement soviétique créant l'université de l'Amitié des peuples à Moscou — et s'achève en 1990, l'auteur n'oublie pas de consacrer une première partie bien documentée à la « genèse d'une politique de messianisme révolutionnaire » qui, dans l'entre-deux-guerres, met en scène « *le Komintern, l'élite coloniale et la révolution mondiale* ». Période obscure dont « *le silence presque total des anciens élèves de ces écoles contribue à épaissir le mystère* » (p. 13).

L'essentiel de l'ouvrage est ensuite consacré à une étude détaillée des conditions de formation, tant scientifiques qu'idéologiques. De l'idéologie, l'auteur rappelle qu'elle fonctionne par imprégnation (et à forte pression) sous couvert d'un neutralisme de façade qui devait respecter les traditions culturelles et religieuses. Quant au savoir technique, il est loin d'être négligé et présente des points forts dans certains domaines tels que la géologie. L'intégration des étudiants africains est présentée avec nuance : racisme et cartérisme, d'un côté, mais aussi conditions matérielles relativement plus favorables (les bourses en particulier) qui ne font

qu'attiser les attitudes négatives des hôtes. Enfin, l'ouvrage se termine sur un bilan dont l'exemple de la Guinée - Bissau n'est qu'une illustration parmi d'autres. Entre 1958 et 1988, environ 10 000 étudiants africains furent formés en Europe de l'Est. Leurs diplômes ne sont pas les plus appréciés aujourd'hui et ils sont parfois victimes de la dérision de leurs compatriotes. Mais ils sont aussi souvent dans les cercles du pouvoir. « *Les surnoms de "Russotiques" ou "Moscoutiques", combinaisons limpides, un rien narquoises, dont sont affublés dans certains pays (exemple le Togo), les anciens étudiants en URSS, participent de cette distinction et contribuent à consolider un esprit de corps* » (p. 166). Si beaucoup ont perdu leurs illusions au contact du socialisme réel, ils n'en ont pas moins acquis une admiration franche pour certaines réalisations dans la protection sociale ou l'éducation et dans tous les domaines où les retards de l'Afrique étaient flagrants. En matière d'organisation politique aussi, et l'engouement pour les partis uniques ne doit pas peu aux « Russotiques » ; mais sur ce terrain, avaient-ils besoin de maîtres ? [P.Q.]

ELLIS (S), SECHABA (T) — **Comrades against Apartheid: The ANC and the South African Communist Party in Exile.** — London, James Currey, 1992, 214 p.

Cette recension extrêmement détaillée des rapports établis entre le SACP et l'ANC en exil pendant la période 1921-1990 présente l'énorme avantage de concilier dans une même analyse le témoignage direct d'un membre actif des deux organisations et la perception que se fait un journaliste-universitaire des réalités politiques et sociales de l'Afrique du Sud. Ouvrage de référence historique, ce travail s'impose aussi comme le premier débat de cette importance sur les relations ANC/SACP. Jusqu'à la fin de l'interdiction des deux

mouvements, ce sujet était soit réservé aux polémiques politiques soit totalement occultés. Avoir réuni une masse si considérable d'informations et de témoignages relève ainsi de la prouesse.

L'ouvrage comme l'indique les auteurs dès l'introduction ne traite que de l'ANC et du SACP en exil, c'est-à-dire hors de l'Afrique du Sud. Il montre comment les nécessités de l'action politique et notamment de la protection contre les actions répressives de l'État sud-africain ont considérablement renforcé la position d'un parti communiste bien mieux préparé par ses structures, ses cadres et ses références idéologiques à l'action clandestine qu'un ANC ressemblant plus à un parti de notables qu'à un mouvement de libération. Le SACP est ainsi parvenu à s'imposer au sein même des instances de décision du mouvement et à lui faire adopter peu ou prou ses méthodes de fonctionnement et d'action et ses options politiques en matière de stratégies de libération. Le SACP a été d'autant plus efficace en cela, qu'outre la bonne formation de ses cadres, ses méthodes d'organisation héritée des expériences de clandestinité des autres partis communistes, et ses soutiens extérieurs lui donnaient des atouts importants. L'ouvrage réussit particulièrement bien à montrer comment une réussite organisationnelle — la capacité d'un mouvement à survivre aux assauts de l'État sud-africain et à bâtir un appareil solide — s'est accompagnée d'un échec politique complet. L'alliance ANC/SACP a certainement réussi à survivre dans un environnement très hostile mais en se coupant de sa base, en s'isolant toujours plus dans le mur du secret et des décisions unilatérales imposées par le centralisme démocratique.

Un excellent ouvrage donc. Il n'y a désormais plus qu'à attendre le suivant qui pourrait traiter, espérons-le, de ces deux mouvements au sein même de l'Afrique du Sud et de leur impact. Pourrait-on dire que l'incapacité de l'ANC à se structurer fortement et formellement en Afrique du Sud a été le meilleur garant de sa capacité à participer à la généralisation du refus social de l'apartheid ? [D.D.]

CHAN (Stephan) — **Kaunda and Southern Africa : Image and Reality in Foreign Policy.** — Londres/New York, British Academic Press, 1992, 231 p.

Se voulant à la fois une analyse du personnage K.K. et de sa politique extérieure, cet ouvrage ambitionne de déconstruire les images préfabriquées par les laudateurs comme par les contempteurs de cet éminent acteur politique et de proposer des interprétations plus soucieuses des réalités. Compte tenu du caractère fort controversé, versatile et souvent excessif dudit leader, mais plus encore de la complexité des enjeux de la région (grand champ de manœuvres diplomatique/stratégiques s'il en est, où plus d'un acteur aimerait se poser en médiateur incontournable), il s'agissait là d'une tâche malaisée. On saura gré à l'auteur de brosser un tableau tout en nuances, qu'il s'agisse de la figure centrale ou du paysage politique sous-continentale en arrière-plan. Les contradictions de Kaunda sont bien mises en évidence, de même que ses succès indéniables au sein des grands forums internationaux (OUA, Non-alignés, Commonwealth, Pays de la ligne de front), alors que le bilan de ses actions bilatérales apparaît plus problématique, notamment à l'égard des dirigeants sud-africains.

Ceci dit, Stephan Chan nous semble constamment hésiter entre plusieurs genres. De nombreux passages relèvent du compte rendu d'enquête journalistique (l'auteur admettant d'entrée qu'il ne voit d'ailleurs aucune différence de méthode avec l'investigation de nature scientifique !) et vise à la reconstitution de certains épisodes clés à partir d'entretiens privilégiés. D'autre part, l'on passe assez soudainement à des discussions de nature théorique et conceptuelle, par exemple lorsqu'il s'emploie à démontrer en 17 points l'inanité des thèses dépendantistes mettant l'accent sur les classes sociales et stigmatisant un Kaunda comprador, qui ne serait qu'un vil collaborateur du capitalisme international. Davantage digne d'intérêt et original nous a paru un troisième type d'approche visant à souligner (à partir d'un tra-

vail minutieux de vérification indirecte) la dimension délibérément très personnelle de l'élaboration de la politique étrangère : le grand patron étant entouré de collaborateurs ignorant tout des prises de décision prochaines et même des dossiers du moment. Signalons encore un chapitre liminaire sur la personnalité de Kaunda et un autre le comparant à son voisin Mugabe.

Comme beaucoup de monographies traitant des relations internationales, celle-ci est à la fois impressionnante par la quantité d'épisodes abordés, de données prises en compte et un rien décevante quant à l'incapacité de passer de manière convaincante de l'événementiel (fût-il revu et corrigé) et des jugements de valeur, à l'analyse débouchant sur des propositions scientifiques généralisables. Quoi qu'il en soit, en dénonçant les travers de la littérature hagiographique et en montrant la faiblesse de certaines critiques stéréotypées, l'auteur contribue à affiner notre connaissance de l'histoire récente de cette partie du continent et de celui qui fut l'un de ses principaux protagonistes. [J.-P. D.]

MORIN (Didier) — **Le Ginnili, devin, poète et guerrier afar.** — Paris, Peeters, 1991, 146 p.

Ce petit volume vient à son heure attirer l'attention sur les traditions de la Corne de l'Afrique et montre qu'il existe une recherche française de qualité capable d'aller directement aux gens et aux textes. Didier Morin a pu connaître les textes qu'il analyse par un ami, Hamad Lade, mort en 1981 et qui avait sans doute été témoin des dernières séances de vaticination d'un « ginnili ». Étrange personnage, proche peut-être du chamane et qui semble ne se rencontrer que dans ces régions où se parlent les langues couchitiques ; de multiples questions se posent sur la culture des Afars, les farouches Danakil que Thesiger nous décrit, et chez qui il aurait eu la chance d'assister à une cérémonie de divination. Le devin dont D. Morin nous traduit et commente les

textes est mort à la guerre : le lien entre violence et prophétie nous dit-il que la guerre est l'avenir de ces sociétés ? Comment ne pas s'interroger aujourd'hui ? [A.R.]

ADE AJAYI (J.F.) et PEEL (J.D.Y.) (sous la direction de) — **People and Empires in African History, Essays in Memory of Michael Crowder** — Londres, Longman, 1992, 254 p.

Ce n'est pas en tant qu'historien, mais en tant qu'ami des arts de l'Afrique que je me permets de rendre compte des *Mélanges Crowder*, publiés pour célébrer sa mémoire, après son décès en 1988. J'ai eu la chance, jeune enseignant au Togo, de découvrir Ife, son campus, son musée avec les conseils de Michael Crowder qui avait accepté d'offrir l'hospitalité à un Français égaré au Nigeria, peu après la fin de la guerre civile. Était-ce donc là ce jeune homme avenant, dont la maison était remplie de masques et de tissus, l'historien érudit de *West Africa under colonial rule* (North-western, 1968), que j'avais lu pour ma thèse ? L'auteur d'un livre sur le Sénégal qui faisait bien comprendre ce qu'était le style français de « domination » coloniale ? C'était bien lui, et ma vision de l'histoire de l'Afrique en a été changée. Michael Crowder avait été soldat, journaliste, routard ; il avait fréquenté les salons et les bars et suprême élégance n'avait jamais rédigé de thèse ! Il connaissait tout le monde en Afrique de l'Ouest et ses livres étaient nourris d'archives autant que d'entretiens et de contacts personnels : il insistait sur les facteurs culturels, sur ces éléments un peu négligés chez nous, et d'ailleurs aucun historien français ne participe à ces *Mélanges*, ce qui ne laisse pas d'être curieux pour honorer un chercheur dont la perspective comparative avait toujours été centrale. L'essai biographique contenu dans ces *Mélanges* passionnants, qui couvrent la carrière au Nigeria, mais aussi au Botswana, de Michael Crowder, traite d'une époque révolue, mais dont l'exemple nous parlera longtemps. [A.R.]

« Le fait alimentaire : débats et perspectives ». — **Revue Tiers-Monde**, 132, 1992, 239 p.

Ce numéro de la revue *Tiers-Monde* propose de penser la question alimentaire dans le Sud d'une manière théorique et nouvelle. Six articles exprimant des points de vue sous l'angle de disciplines différentes (géographie, sociologie, économie, nutrition), auxquels s'ajoutent deux études de cas sur les Andes boliviennes et sur le Bénin, en constituent la substance.

Les trois premiers auteurs abordent leurs disciplines en fonction d'une intégration de l'analyse alimentaire :

— au mode ou à l'analyse globale : « constitution d'un dispositif conceptuel de base (...) pour travailler sur des faits alimentaires élaborés pour et par les sciences sociales » (E. Calvo) ;

— à la définition d'un nouveau terrain d'intervention : « l'analyse du fait alimentaire va-t-elle devenir un "must" de la géographie post-moderne ? » (G. Courade) ;

— au dégagement du modèle explicatif existant dans le Nord : « l'analyse macro-économique de l'agro-alimentaire est née de la totalisation a-spatiale des quantités (...) sur un territoire alors que les observateurs de l'agro-alimentaire ont toujours considéré comme stratégiques les distances géographiques, les problèmes de transports et la dispersion inter-régionale des prix » (J. Coussy) ;

Les trois autres articles expriment des points d'analyse plus orientés sur des applications plus techniques : macro-économie, innovations, et nutrition. Il aurait été intéressant d'avoir une approche sous l'angle de l'agronome pour compléter cette vision technique de la question. Les deux articles sur des études de cas sont trop spécifiques pour avoir un intérêt démonstratif de la démarche dans ce dossier. Il aurait été souhaitable de faire un autre numéro, centré sur des études de cas et de mettre en perspective celles-ci, à partir des implications théoriques que veulent dégager les initiateurs de ce numéro, ainsi qu'ils l'ont énoncé dans leurs intentions. [J.-P. P.]

STEIN (Judith) — **The world of Marcus Garvey : race and class in modern society.** — Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1986, 294 p.

« The world of Marcus Garvey » est probablement l'un des ouvrages les plus complets qui aient été écrits sur cette figure emblématique du nationalisme noir. Judith Stein a réalisé là une biographie extrêmement complète du leader syndical jamaïcain. Il s'agit donc d'un ouvrage à tendance historique où cependant l'analyse sociologique des conditions de production du discours garveyiste est souvent présente. L'auteur nous propose une étude plus ou moins chronologique, depuis une présentation des thèses de l'avant-Garvey jusqu'à un bilan de l'état des réseaux de l'UNIA à la mort de son fondateur. Ce travail se révèle également très complet d'un point de vue géographique puisque J. Stein analyse l'impact des thèses garveyistes, non seulement en Jamaïque et aux États-Unis mais aussi en Afrique, plus précisément au Liberia. En outre l'auteur met bien en évidence le fait que Garvey et ses principaux collaborateurs s'identifièrent plus volontiers à la bourgeoisie capitaliste noire américaine qu'aux masses laborieuses. C'est d'ailleurs cette trop grande distance qui conduira le mouvement garveyiste à s'essouffler. Peut-être J. Stein aurait-elle dû plus insister sur le fait que Marcus Garvey était un être assez mégalomane dont le désir de réussite ne s'est pas illustré que par des initiatives heureuses. La compagnie Black Star Line par exemple, symbole de cette idéalisation garveyiste de la réussite financière de l'homme noir, a rapidement été naufragée par une gestion calamiteuse. Par ailleurs, même si Garvey n'a pas toujours su de son vivant se montrer très près des aspirations populaires, Stein aurait tout de même pu rappeler qu'aujourd'hui, il bénéficie encore dans les Caraïbes d'une aura certaine et largement mythifiée auprès des classes dominées ; c'est notamment le cas en Jamaïque, son pays d'origine, à travers la doctrine rastafarienne qui en a fait un personnage de légende. [P.G.]

ASSOCIATION RWANDAISE POUR LA DÉFENSE DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES (ADL) — **Rapport sur les droits de l'homme au Rwanda (septembre 1991-septembre 1992).** — Kigali, ALD, 1992, 355 p.

L'ADL, une des cinq principales associations de défense des droits de l'homme formées au Rwanda depuis 1991, a publié en décembre 1992 un « rapport » qui nous offre en fait une « histoire immédiate » du Rwanda depuis la fin de 1990 et qui mérite la plus grande attention. Il livre les résultats de délicates enquêtes menées avec courage sur le terrain et les faits sont établis et commentés avec une rigueur scientifique qui porte la marque d'un des plus brillants historiens de l'Université de Ruhengeri, Emmanuel Nteziimana, également président de cette association.

Les dramatiques effets de la guerre civile déclenchée au nord par le FPR depuis octobre 1990 sont abordés, mais l'essentiel de l'ouvrage traite des contradictions internes du Rwanda depuis deux ans. Le pluralisme politique qui s'est imposé depuis juin 1991 et surtout l'essor d'une presse d'opposition et de la vie associative, c'est-à-dire, comme le souligne la conclusion, « la naissance d'une société civile encore embryonnaire et éparpillée, mais consciente et courageuse », sont en effet confrontés à une stratégie de pourrissement à la togolaise. Dans ce cas la violence prend la forme de tueries organisées contre des simples gens en fonction de leur identité tutsi, de leur origine régionale ou de leurs sympathies politiques, tous amalgamés par une propagande raciste officielle dans la catégorie des « cancrelats — surnom donné aux Tutsi — et de leurs complices ». L'ouvrage traite notamment des affaires de Kibilira (octobre 1990), de Murambi (novembre 1991), du Buge-sera (mars 1992), de Kibuye (août 1992) et aussi du génocide des Bagogwe, une ancienne communauté pastorale du Sud des volcans (janvier-février 1991). Les auteurs ne se contentent ni d'incantations pathétiques, ni de constats de grief-

fiers d'après décès. Ils s'efforcent de reconstituer chaque fois le contexte des massacres : chronologie, lieux, acteurs, réactions des victimes, attitude des autorités. Ils complètent ainsi, par leur connaissance intime des situations, les enquêtes menées par des experts étrangers. La Commission internationale qui a été au Rwanda en janvier 1993 a d'ailleurs bénéficié de leur expérience.

Deux aspects sont particulièrement bien analysés. D'abord le processus ou le scénario de chacune des crises de violence : le « travail » (pour reprendre leur terme) des porteurs de machettes est préparé par une campagne de rumeurs (sur de prétendus infiltrations ennemies ou attentats en préparation) orchestrée par des cadres locaux (des bourgmestres comme ceux de Murambi et de Kanzenze, des instituteurs, des commerçants, des conseillers liés au parti MRND, etc.), par le journal raciste *Kangura* et même, en mars 1992, par la radio nationale ; la tuerie à l'arme blanche s'accompagne de viols collectifs, d'incendies de maison et de pillages ; enfin les autorités impliquées expliquent benoîtement qu'ils n'ont pu empêcher « la colère populaire » de s'exprimer et laissent à l'abandon les victimes. Il nous paraît significatif que la même tactique et parfois le même vocabulaire se retrouvent dans le déclenchement des crises violentes de 1988 et de 1991 au Burundi.

Le second aspect, qui ressort d'une lecture attentive, est celui de la manifestation d'un véritable réseau de terreur, récemment dénoncé dans la presse internationale : il est articulé autour de la « maisonnée » du Président, de sa famille et de ses proches de la préfecture de Gisenyi, la jeunesse *interahamwe* (« les attaquants unis ») de l'ex-parti unique MRND et le nouveau parti extrémiste CDR en étant les courroies de transmission, et les autorités impliquées dans les massacres les plus graves apparaissent comme intouchables vu leurs fonctions dans ce lobby. Cette responsabilité politique est mise en valeur avec une particulière netteté dans l'affaire du Bugesera, ce qui démythifie le discours tenu en Europe par les adeptes de la théorie des atavismes ethniques, selon laquelle Tutsi et Hutu ne penseraient

qu'à s'entretuer. Le rapport montre au contraire que les solidarités populaires font reculer la violence quand elles reçoivent le renfort de cadres locaux honnêtes.

Cet ouvrage illustre l'émergence d'une nouvelle génération intellectuelle au Rwanda, libérée de la bonne conscience étouffante entretenue par un régime et ses amis extérieurs. Le bilan accablant de la situation, institutionnelle, quantitative et qualitative, de la justice au Rwanda après trente ans d'indépendance (pp. 39-42) est un des signes de cette nouvelle liberté de penser. [J.-P. C.]

OBENGA (Théophile), SOUINDOULA (Simao) (sous la direction de) — **Racines bantu**. — Libreville : CICIBA (Centre international des civilisations bantu), 276 p.

Le mérite de ce livre est de faire part du travail actuel d'archéologues venus d'horizons divers (Bernard Clist, britannique, Raymond Lanfranchi, français, et Francis Van Noten, belge) qui, au sein du Centre international des civilisations bantu (CICIBA) à Libreville, sont venus au secours des linguistes pour reconstituer la grande épopée bantu. Nous apprenons par exemple que des squelettes de type négroïde ont remplacé des squelettes antérieurs de type San, mais nous sommes encore en attente de résultats plus décisifs.

Quant aux autres sciences sociales — du moins si l'on s'en tient aux contributions de cet ouvrage — elles n'apportent rien sur les enchaînements des migrations bantu, parties d'un noyau originel que la linguistique historique a situé aux confins nigériens-camerounais. L'histoire du peuplement est la grande absente de cet ouvrage. Tout se passe comme si l'incantation — être Bantu — suffisait. Mais comment est-on devenu Bantu ? « Racines bantu » reste descriptif et général : on ne sent pas bien ces racines dont on nous parle, à moins bien sûr, que le lecteur ne soit à l'avance persuadé de leur existence. [J.-C. B.]

TUDESQ (André-Jean) — **L'Afrique noire et ses télévisions.** — Paris, Anthropos/Economica/INA, 1992, 340 p.

Le « paysage audio-visuel » africain, pour user d'une expression tant prisée des journalistes, est actuellement en rapide mutation et ne manque pas de contradictions ; ainsi, alors que les élites fortunées des grandes villes en sont déjà à l'âge du satellite et agrémentent leurs jardins ou leurs toitures d'antennes paraboliques, la pénétration de ce média dans les campagnes apparaît encore souvent minimale. A.-J. Tudesq rend compte de cette conjoncture paradoxale dans un livre fort riche en informations où il s'efforce de présenter un panorama complet de la situation télévisuelle à l'échelle sous-continentale. Écrire un ouvrage généraliste autour de ce thème amenait nécessairement à considérer bien des aspects. Après avoir reconstitué l'histoire de l'introduction du petit écran en cette partie du monde, l'auteur aborde aussi bien les dimensions politiques (l'étroit contrôle des pouvoirs en place, la télé comme instrument de propagande), économiques (la dépendance par rapport aux programmes étrangers, les trafics en tous genres) que culturelles (l'« impact » sur les sociétés africaines). Le résultat est souvent très instructif. On aurait cependant souhaité que les réflexions de fond prévalent plus nettement sur les longues compilations de données juxtaposées. [J.-P. D.]

DAVIDSON (Basil) **The Black Man's Burden : Africa and the Curse of the Nation — State.** — London, James Currey, 1992, 355 p.

Les livres de Basil Davidson ne laissent jamais indifférents. D'abord parce qu'ils sont bien écrits et se lisent presque comme des romans. Ensuite parce que l'auteur a des idées qu'il défend avec passion et qui sont intéressantes, même si on ne les partage pas. Son

dernier-né, *The Black Man's Burden*, se distingue de nouveau par ces deux qualités. Davidson y propose une méditation sur l'expérience africaine depuis l'émergence du continent de la nuit coloniale vers la fin des années 1950 et, constatant la crise profonde dont souffre l'Afrique aujourd'hui, se pose les questions suivantes : comment expliquer la dégradation qui a succédé aux espoirs des premières années de l'indépendance ? Où les libérateurs ont-ils fait fausse route ? Pour Davidson, la réponse à ces questions ne fait pas de doute : la crise de l'Afrique découle des institutions sociales et politiques qu'elle a héritées de la colonisation et plus particulièrement de l'État-nation rigidement enfermé dans ses frontières coloniales. La libération, dit-il, a ainsi produit sa propre négation, elle a mené à l'aliénation (p. 10).

Thèse intéressante, mais que l'auteur ne développe pas suffisamment. Elle implique, par exemple, que les institutions africaines traditionnelles auraient pu fournir des points d'ancrage pour celles d'aujourd'hui. Davidson le suggère en effet à longueur de pages, mais il reste le plus souvent dans le domaine des suggestions et ne formule aucune proposition concrète sur la façon dont le passé aurait pu guider le présent. Sauf quand il avance l'idée que les leaders africains contemporains devraient s'inspirer des traditions de « participation populaire » qui auraient eu cours dans les systèmes politiques traditionnels. Cette proposition ne reflète malheureusement pas la réalité : l'Afrique connaissait certes la consultation populaire (et encore, de certaines couches de la population seulement), mais pas la participation.

La thèse de Davidson implique également que l'État africain de nos jours n'est toujours qu'une simple copie du modèle occidental, sans apports indigènes. C'est une idée trop simpliste que J.-F. Bayart (*L'État en Afrique*) s'est efforcé de corriger dans ses réflexions sur l'hybridation des systèmes politiques africains.

On constate d'autre part que Davidson, en cours de route, ne se tient pas tout à fait à sa thèse centrale selon

laquelle tous les maux de l'Afrique découlent de l'État-nation. D'autres causes apparaissent petit à petit : l'abandon de la « lutte sociale », qui aurait caractérisé la période de la décolonisation, au profit du « conflit national » (notion d'ailleurs mal définie) ; le « tribalisme » ou plutôt le clientélisme ; l'absence de « couches moyennes » capables de structurer les États-nations africains ; la continuation de l'exploitation impérialiste, etc. Tout cela est peut-être lié au phénomène de l'État-nation, mais Davidson ne le démontre pas vraiment. On a plutôt l'impression qu'il court plusieurs lièvres à la fois au détriment de la cohérence de son argumentation.

On peut également se poser des questions au sujet des comparaisons fréquentes entre l'évolution de l'Afrique noire et celle de l'Europe de l'Est. C'est un sujet passionnant et Davidson connaît bien certains pays de l'Est, mais il n'indique pas suffisamment sur quels points ces deux parties du monde se ressemblent et où se situent les divergences, ce qui ajoute à l'impression du flou du livre.

Bref, Davidson fait réfléchir, mais sa propre réflexion manque de rigueur. [R.B.]

ROSNY (Éric de) — **L'Afrique des guérisons.** — Paris, Karthala, 1992, 223 p.

Le précédent ouvrage d'Éric de Rosny, *Les Yeux de ma chèvre*, nous racontait le voyage initiatique accompli en compagnie des *nganga* du Cameroun : l'expérience de l'auteur était rapportée avec simplicité, ferveur et pertinence et le texte a connu un succès mérité : il est aujourd'hui publié en « Terre Humaine » (poche). Le nouveau livre d'Éric de Rosny est un recueil d'articles consacrés dans la dernière décennie au ministère curatif dans les Églises chrétiennes, y compris l'Église catholique, en Afrique aujourd'hui. Ce travail est utile et important à plusieurs titres. Il rassemble des textes souvent connus mais il attire l'attention sur la

théologie propre de certaines Églises indépendantes, pratiquant un ministère curatif, par exemple sur l'insistance des Harristes de Côte-d'Ivoire sur la pénitence. Prophétisme visionnaire et guérison sont les deux terrains d'élection des Églises indépendantes africaines. De nombreux travaux leur ont été consacrés, mais cela est beaucoup moins vrai des groupes qui, à la suite du Renouveau charismatique, ont réussi à implanter dans l'Église catholique des pratiques et une sensibilité qui semblaient réservées à ces Églises. Quand Éric de Rosny, jésuite et anthropologue, dialogue avec les *nganga*, il le fait à partir d'une compétence qui comprend la lecture des grands mystiques du XVI<sup>e</sup> siècle : l'extase de Thérèse d'Avila, n'est pas la transe des adeptes du *nganga*, mais l'une n'en est pas moins légitime que l'autre : les « différences théologiques » entre elles tiennent à la place donnée à l'immanence et à la transcendance de Dieu et des esprits dans chacune des aires religieuses ». Nous sommes ainsi introduits à la compréhension des manifestations religieuses qui travaillent en profondeur une Église aussi instituée que l'Église romaine. A l'inculturation « par le haut » des théologiens répond une inculturation « par le bas », celle du « Bureau Lumière », des prophétesses catholiques de Douala, Malah et Marie Lumière, qui officient dans leur concession et tiennent des propos étonnants, mais dont la parfaite orthodoxie est scrupuleusement examinée avec sympathie par Éric de Rosny. [A.R.]

**Les Évêques d'Afrique parlent, 1969-1992, documents pour le synode africain**, textes réunis par Maurice Cheza, Henri Derroite, René Luneau. — Paris, Centurion, 1992, 443 p. (Les dossiers de la documentation catholique).

Voici un ouvrage d'un grand intérêt pour celui qui s'intéresse à la vie politique, sociale et culturelle africaine. Le recueil des textes, issus soit du

Symposium des Conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar, soit de Conférences épiscopales nationales, couvre deux décennies d'interventions autorisées d'évêques d'Afrique dans les domaines de l'évangélisation, de l'inculturation, du dialogue avec les autres religions, de la justice et de la paix — du nom de la Commission pontificale qui associe indissolublement et souvent explosivement ces deux notions, — et enfin des moyens de communication sociale. Ce recueil ne comporte pas les autres textes issus de mouvements ou de commissions divers, comme par exemple le document Kairos sur la situation en Afrique du Sud (1986). Les textes sont tirés de déclarations épiscopales, en fonction des grands thèmes de l'ouvrage ; certains extraits comptent une dizaine de pages, alors que d'autres — rares — tiennent en une phrase. L'introduction d'E.J. Penoukou est très intéressante par l'approfondissement qu'elle propose d'une théologie de la différence, fondée sur la Trinité, cette bizarrerie chrétienne, dont il veut nous montrer ici la fécondité. Ce Dieu multiple est approprié par les catholiques africains pour leur permettre de trouver des manières propres de vivre leur foi. « La question du salut de l'homme africain est dramatique » dans la « détresse » des temps actuels face aux « ruses parfois sanglantes de caciques farouchement agrippés aux restes de leur pouvoir » (p. 31). L'Église a montré une voie en laissant ses évêques présider de nombreuses Conférences nationales, sans doute au nom de la nécessaire mission de formation qu'ils souhaitent exercer. Ce recueil montre bien comment l'opposition entre une théologie de l'inculturation, plus « culturelle » et une théologie de la libération, plus « politique », qui semblait indiquer deux voies contradictoires il y a un peu plus de dix ans est aujourd'hui complètement dépassée par une théologie des droits de l'homme dans la lignée de la réflexion ancienne de l'église catholique qui retrouve ici une nouvelle jeunesse dans des situations de détresse extrême, devant la nécessaire refondation d'une communauté politique. Ainsi les lettres pastorales des évêques d'Afrique du Sud

ou du Zaïre sont-elles d'une redoutable pertinence, tout comme celle des évêques ivoiriens qui substituent, en 1990, le « mal ivoirien » au « miracle ivoirien », « dans une économie qui fonctionne selon les critères de l'intérêt individuel et de la corruption et non ceux de l'équité » (p. 376). La clarté et la lucidité des analyses n'a d'égale que la vigueur laconique de l'expression qui témoigne souvent de l'extraordinaire qualité intellectuelle et humaine de cet épiscopat. Ce gros volume est une contribution originale des Africains au christianisme, et un document de référence dont l'intérêt dépasse la préparation « technique » du synode qui en a été l'occasion. [A.R.]

DIOP (Momar Coumba) (sous la direction de) — **Sénégal. Trajectoires d'un État.** — Dakar, Codesria, 1992, 500 p.

Ce livre se situe entre, d'une part, *Le Sénégal sous Abdou Diouf* publié par Momar C. Diop et Mamadou Diouf et, d'autre part, *l'Étude prospective Sénégal 2015* réalisée en juillet 1989 par le ministère du Plan et de la Coopération, avec la collaboration d'enseignants et de chercheurs de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Il constitue, à certains égards, le prolongement de cette double réflexion engagée par des intellectuels sénégalais sur la construction de l'État-nation. Il a l'avantage sur le premier de couvrir une base plus large et, sur le second, d'aller plus en profondeur dans le diagnostic de la crise structurelle de l'État.

Les auteurs ont su étudier, sous plusieurs angles, les différents aspects de la crise sénégalaise. Ainsi, l'analyse de Mohamed Mbodj sur la crise arachidienne est complétée par les explications argumentées de François Boye sur la politique économique du gouvernement, par celles de Mamadou Diouf sur le système politique rural ou de Paul Ndiaye sur l'environnement.

De même, les textes novateurs de Souleymane Bachir Diagne sur « l'ave-

nir de la tradition » et d'Aminata Diaw sur « la démocratie des lettrés » posent, avec acuité, les difficultés de l'accès de nos sociétés à la modernité dans un contexte colonial puis post-colonial.

Ce débat est devenu central en raison de la jeunesse d'une démographie galopante étudiée dans la contribution de Mbodj, Mané et Badiane et surtout des difficultés de la gestion d'une urbanisation accélérée et chaotique mise en évidence par Lat Soucabié Mbow. Mieux, ce débat pose le problème des nouvelles formes d'expression politique dans la logique du clientélisme étudiée par Mamadou Diouf. A travers les analyses de Momar C. Diop et Babacar Diop Buuba, ce livre restitue dans leur véritable contexte, les différentes formes de revendications syndicales.

Dès lors, on comprend mieux la profondeur de la crise de l'école sénégalaise étudiée par Abdou Sylla et les difficultés de la construction d'une société civile qui est soutenue par le combat pour une presse libre, combat reconstitué avec une grande maîtrise par Moussa Paye, un homme du sérail.

On voit ainsi que l'édifice de l'État-nation est en crise dans ses composantes sociale, politique et surtout économique. Ce dernier aspect est expliqué avec beaucoup de talent par François Boye.

Cependant, on ne peut s'empêcher de regretter que ce diagnostic sans complaisance ne débouche pas sur la définition d'une stratégie de sortie de crise et ne mette pas l'accent sur cette rupture que le Sénégal, à l'instar des autres États de la région, doit opérer pour s'engager dans une politique d'aménagement d'un espace émietté. La prise en compte de cette dimension régionale aurait donné le titre suivant à ce beau livre : *Sénégal. Trajectoires d'un État enclavé*.

Le Sénégal est en effet l'un des pays les plus enclavés de l'Afrique de l'Ouest. Du Sénégal on ne peut aller nulle part sans rupture de charge. Le mal ne viendrait-il pas de la trop grande ouverture de ce pays au reste du monde et de sa fermeture par rapport à son hinterland, fermeture se traduisant par le poids excessif de Dakar et de cette culture urbaine en gestation sans arrière-pays et, par conséquent, sans ancrage sur les plans politique et économique ?

L'un des mérites de cet ouvrage est enfin d'avoir permis, indirectement, de pulvériser le délire de tous ceux qui, en dehors du continent, prétendent contrôler la recherche locale grâce au rôle de certains de leurs chargés d'affaires indigènes réduits aux tâches obscures de collecte d'une matière première destinée aux « maîtres penseurs ». [B.B]